

ÉDUCATION

L'Unpef suspend sa grève

L'Union nationale des personnels de l'enseignement et de la formation a décidé, dès aujourd'hui, de la suspension de la grève entamée le 29 avril. La décision a été annoncée hier en marge d'un rassemblement organisé devant son siège.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les enseignants et les membres des corps communs de l'éducation nationale retourneront aujourd'hui à l'école. L'Union nationale des personnels de l'enseignement et de la formation a annoncé, hier, la suspension de la grève dans le secteur de l'éducation nationale.

Entamée le 29 avril, cette grève a paralysée un nombre important d'établissements à travers toute l'Algérie. Dans un communiqué rendu public hier, l'Unpef précise qu'elle maintient «l'ensemble des revendications» inscrites dans le préavis de grève et dénonce, également, le «silence des autorités» au sujet de ces doléances. «Nous

avons pris nos responsabilités à travers la suspension de cette grève. A la veille des élections législatives, l'Unpef ne veut pas être la cause du pourrissement de la situation déjà très difficile», a précisé Messaoud Amraoui, chargé de la communication de l'organisation syndicale.

Au sujet de la révision du statut particulier, Amraoui a précisé que la version élaborée par les pouvoirs publics serait «préjudiciable» pour les personnels de l'éducation nationale. «Ce statut doit être étudié et débattu dans la sérénité. Auquel cas, cela aura des répercussions négatives sur tout le secteur et donc sur l'avenir de nos enfants», explique-t-il. Notons que l'Unpef a

tenté, hier, d'organiser un rassemblement national devant son siège à Alger. Une initiative qui a donné lieu à la mise en place d'un important dispositif policier. Le quartier du 1^{er}-Mai a été bouclé dès les premières heures de la matinée et des barages filtrants ont été installés à l'entrée de la capitale.

Selon des estimations de l'Unpef, «plusieurs milliers» de membres de l'organisation syndicale en provenance de 38 wilayas ont été empêchés de participer à ce rassemblement. «La police a dévié les cars des syndicalistes en dehors de la ville, vers Rouiba, Bab-Ezzouar et El Harrach. Des milliers de personnes se sont retrouvées dans une situation totalement incompréhensible», note Amraoui. Le rassemblement s'est finalement tenu de 10h 30 à 11h 30 sous haute surveillance policière.

T. H.



Photo : Samir Sid

Retour à la normale.

CONSTANTINE

Les gardes communaux en colère

La colère des gardes communaux de Constantine, estimés à 1 200, va crescendo. Hier et pour la deuxième fois en l'espace de quelques jours, ils ont investi la rue pour exprimer leur indignation et dénoncer, notamment, le mutisme des autorités qu'ils accusent d'opposer la sourde oreille à leurs doléances «légitimes».

Par cet énième mouvement de protestation qui a mobilisé quelque 200 gardes communaux, relevant des différentes brigades de Constantine, les manifestants ont voulu avant tout «rappeler» aux pouvoirs publics leurs promesses quant à la régularisation de leurs doléances, maintes fois réité-

rées. Rassemblés devant le cabinet du wali sous un soleil de plomb en scandant des slogans dénonçant la fuite en avant des responsables, les gardes communaux ont barré la route formant une chaîne humaine. Le boulevard John Fitzgerald Kennedy, jouxtant le cabinet du wali, est resté fermé

à la circulation durant pratiquement toute la matinée.

Leurs tentatives d'entrer en contact avec les responsables de la wilaya dans le but de leur transmettre leurs revendications sont restées, semble-t-il, vaines.

En effet, portant des doléances d'ordre socioprofessionnel, les protestataires, chauffés à blanc, ont exigé le «départ du coordinateur de wilaya des gardes communaux».

Ce dernier est accusé «de dépassements et de pratiques contraires à la réglementation». Il aurait, selon leurs propos, «exclu abusivement et sans

droit des éléments de ce corps».

En ce sens, ils ont réclamé «l'ouverture, sans délai, d'une enquête pour statuer sur ces pratiques».

Leur liste de revendications porte également sur la révision du salaire de base et la libération de la prime de rendement et ceci avec effet rétroactif, depuis 2008.

Ils ont réclamé également la permanisation des éléments transférés dans des entreprises publiques et la réouverture du dossier des radiés des rangs des gardes communaux.

Farid Benzaid

VERDICT DANS L'AFFAIRE DU TRANSFERT ILLICITE
DE DEVISES VERS L'ESPAGNE

La peine maximale prononcée contre les personnes en fuite

Des peines de trois à sept années de prison ferme ont été prononcées hier à l'encontre des personnes mises en cause dans l'affaire du transfert illicite de devises de l'Algérie vers l'Espagne. Le verdict a vu dix personnes actuellement en fuite condamnées à la peine maximale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir)- En délibéré depuis une quinzaine de jours, le verdict du procès en appel a été rendu samedi dernier en fin de matinée.

Ainsi, le président de la huitième chambre correctionnelle près la cour d'Alger a prononcé des peines de trois à sept années à l'encontre d'une douzaine de personnes, alors que dix autres actuellement en fuite ont été condamnées à dix années de prison ferme par défaut.

Selon des avocats, le juge en charge de cette affaire a requalifié les faits au cas par cas, en prenant en considération les sommes transférées. Cependant, ils avaient émis le souhait de voir «la justice prononcer la nullité des procédures, d'autant que les faits se sont produits sur un territoire étranger».

Pour rappel, des peines maximales ont été prononcées en première instance par le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed.

Ainsi, sur les 46 personnes poursuivies, 22 d'entre elles ont été condamnées à dix ans de prison ferme par contumace. Le verdict prononcé par le juge de la troisième chambre pénale relevant du pôle judiciaire spécialisé du centre était qualifié de «surprenant», voire d'«inattendu» par les avocats de la défense.

Ces derniers, au nombre d'une vingtaine ayant assuré la défense des 46 mis en cause, avaient «grand espoir» de voir la

justice rendre une décision «correcte». Or, pour la défense, le verdict prononcé a surpris plus d'un. Le tribunal correctionnel a prononcé outre la dizaine d'années de prison ferme contre vingt-deux personnes, actuellement en fuite, des peines de sept ans de prison ferme à l'encontre de onze autres accusés, alors que treize autres, qui étaient jusque-là sous contrôle judiciaire, écotent de trois ans de prison ferme.

A. B.

PROCÈS EN APPEL DE L'AFFAIRE OTA
L'audience reportée au 27 mai prochain

Très attendu, le procès en appel de l'affaire de l'opérateur de téléphonie mobile OTA Orascom (Djezzy), accusé d'avoir commis de 2007 à 2009 des infractions d'une valeur estimée à 189 millions de dollars lors d'un transfert de capitaux vers l'étranger, a été reporté au 27 du mois en cours. La décision du report a été prise par le président de la huitième chambre correctionnelle près la cour d'Alger à la demande de la défense. La demande de report a été acceptée par le président du tribunal, Tayeb Hellali, suite à l'absence du patron d'OTA.

Pour rappel, en première instance, le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed avait condamné en mars dernier OTA Orascom (Djezzy), personne morale, à une amende de 93 milliards de dinars et Tamer Mokhtar Mahdi, DG d'OTA Orascom, à deux années de prison ferme et à 6 milliards de dinars d'amende. City-Banque, où était domiciliée OTA Orascom et depuis laquelle les transferts des capitaux ont été effectués, a été, quant à elle, relaxée.

Les faits remontent à l'année 2011, après la plainte déposée devant la justice par la Banque d'Algérie qui a accusé OTA Orascom de violation de la législation algérienne relative au transfert du change vers l'étranger.

La Banque d'Algérie avait découvert avant cela que des infractions ont été commises par Djezzy lors d'un transfert de capitaux vers l'étranger au niveau de City-Banque où elle était domiciliée.

Abder B.

EXPLOSION D'UNE
BOMBE À AOMAR

Un garde communal tué et un autre grièvement blessé

Samedi, aux environs de 17 h, une bombe artisanale a explosé devant le siège de la garde communale de Krarib, dans la commune d'Aomar, à 22 km au nord-ouest de Bouira, causant la mort sur le coup du chef du détachement et des blessures graves à son collègue qui s'est retrouvé amputé des deux jambes. Selon des informations concordantes, la bombe enfouie sous terre près du détachement de la garde communale de Krarib, localité située à la lisière de la forêt de Rabta, connue pour être le fief du groupe terroriste de l'émir Kazouit, abattu par les forces de sécurité en 2010, a explosé au passage du chef du détachement O. Lakhdar, âgé de 54 ans, qui était, en compagnie d'un autre garde communal, en train de faire une ronde à l'extérieur du détachement.

Visiblement, les terroristes auteurs de cet ignoble acte étaient au courant du mouvement et des habitudes du chef du détachement qu'ils auraient épié depuis plusieurs semaines.

Pour rappel, la semaine dernière, les éléments de l'ANP ont réussi à éliminer deux terroristes dans la commune de Zbarbar, aux frontières avec la wilaya de Médéa, et à capturer deux autres sur les hauteurs du mont Lalla Mossaâd, au nord de Lakhdaria. Quatre kalachnikovs et une quantité importante de denrées alimentaires ont été récupérés.

H. M.

LUTTE CONTRE
LE TRAFIC
DE DROGUE

Saisie de 12 quintaux de cannabis à Bab-El-Assa

Une quantité de 11 quintaux et 91 kilogrammes de résine de cannabis a été saisie, hier, par les gardes-frontières dans la région de Bab-El-Assa, dans la wilaya de Tlemcen.

La drogue était chargée dans un véhicule intercepté sur la tracé frontalier à proximité du poste avancé de Boujdour. Surpris par le dispositif des GGF, le conducteur a abandonné le véhicule et a pris la fuite. Notons que cette saisie intervient après celle opérée le 28 avril dernier dans la région de Maghnia et qui a permis de récupérer 87 quintaux de résine de cannabis.

T. H.